

UNIVERSITE SAVOIE MONT-BLANC

◆◆◆◆◆◆◆◆

Création des salles 154 et 143 au bâtiment N°03 « Pôle Montagne » - Domaine Universitaire du Bourget du Lac

◆◆◆◆◆◆◆◆



PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION en matière de SECURITE et de PROTECTION de la SANTÉ

Établi en vertu des articles L-4532.8 et en l'application des dispositions présent par le Décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003

Indice	Date	Objet	Etabli par :
A	Le 11-10-2023	Etablissement du PGSC SPS lors de la phase de Conception.	Kévin Budai

SOMMAIRE

1.	PRÉAMBULE.....	4
1.1	Introduction.....	4
1.1.1	Analyse des risques de l'opération :.....	4
1.2	Cadre législatif.....	5
1.3	La mission du Coordonnateur.....	6
2.	LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER.....	7
2.1	Présentation et adresse du projet.....	7
2.1.1	Présentation du projet :.....	7
2.1.2	Description des travaux à réaliser :.....	7
2.2	Localisation des Travaux.....	8
2.3	Description de l'environnement et des contraintes.....	8
2.3.1	Photos du site.....	9
2.3.2	Risques environnementaux :.....	11
2.3.3	Plomb / Amiante / HAP :.....	11
2.3.4	Concertation entre plusieurs MOA :.....	11
2.3.5	Volume de l'opération :.....	12
<p>Au regard de la réglementation relative à la Sécurité et la Protection de la Santé. (Art L.4532-1 du Code du Travail), le Maître d'Ouvrage a décidé de classer cette opération de génie civil en 3^{ème} catégorie avec risques particuliers, pour lequel un PGSC-SPS est requis. Cette opération n'est pas soumise à la Déclaration Préalable.....</p>		
2.4	INTERVENANTS.....	12
2.4.1	Maîtrise d'Ouvrage :.....	12
2.4.1	Maîtrise d'Œuvre :.....	12
2.4.2	Coordonnateur SPS :.....	12
2.4.3	Entreprise(s) Titulaire(s) :.....	13
2.4.1	Entreprise(s) Sous-traitantes :.....	13
2.4.2	Organismes de Prévention :.....	13
2.4.3	Services :.....	14
2.4.4	Concessionnaires / Gestionnaires / DT et DICT :.....	14
2.4.5	Déclaration de Travaux en urgence.....	15
2.5	Obligations des entreprises.....	15
2.6	Planning :.....	15
3.	LES MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR.....	16
3.1	Sous-traitants.....	16
3.1.1	Cas particulier des travaux confiés à des prestataires non déclarés comme sous-traitants.....	16
3.2	Formation du personnel d'exécution.....	16
3.3	Moyen de communication et d'alerte.....	17
3.4	Déplacements en véhicules et engins.....	17
3.5	Installations de chantier et locaux communs.....	17
3.5.1	Locaux communs / Accès / installation.....	17
3.5.2	Procédure de livraison.....	18
3.6	Conditions de manutention et levage des différents matériaux et matériels.....	18
3.6.1	Approvisionnements et levage :.....	18
3.6.2	Accessoires de levage.....	18
3.6.3	Les engins de levages.....	19
3.6.4	Manutentions manuelles des charges.....	20
3.6.5	Éléments béton préfabriqués :.....	20
3.7	Analyse des risques, mesures.....	21
4.	SUJETS DECOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER.....	23
4.1	Contraintes d'accès au chantier.....	23
4.2	Activités d'exploitation sur le site.....	23
5.	LES MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT.....	24
5.1	Hygiène et conditions d'hébergement :.....	24

5.2	Sanitaires de proximité.....	24
5.3	Affichage obligatoire.....	24
5.4	Délimitation des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux,	24
5.5	DISPOSITIONS PRISES POUR APPLICATION DU R4533-1	25
6.	Dispositions concernant l'utilisation des EPC, EPI, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.....	25
6.1	Installations électriques, branchements, maintenances et habilitations.....	25
6.2	Dispositions concernant l'utilisation des EPC.....	26
6.3	Dispositions concernant l'utilisation des EPI	27
6.3.1	Prévention des risques de maladies professionnelles	27
6.3.2	Prévention des risques bénin lié aux vibrations.....	28
6.3.3	Prévention des risques bénin lié aux coupes	28
6.3.4	Prévention des risques bénin lié aux bruits	28
7.	Mesures spécifiques des secours (R4532-44-6°).....	29
7.1	Point de rassemblement sécurité.....	29
7.2	Sauveteur secouriste du travail	29
7.3	Organisation des secours.....	29
8.	LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE, Y COMPRIS LES RISQUES D'INCENDIE	30
8.1	Renseignements pratiques propres à l'opération	30
8.2	Sauveteurs secouristes du travail	30
8.3	Premiers soins	30
8.4	Mesures communes d'organisation des secours.....	30
8.5	Poste de travail isolé (Articles du CT R4543-19 à 21)	30
8.6	Incendie.....	31
9.	Modalités pratiques de coopération	31
9.1	Emploi d'engins de chantier	31
9.2	Champ d'application.....	32
9.3	Mesures préalables avant travaux	32
9.4	Mesures pendant les travaux.....	32
10.	ANNEXE 1 : Guide à la préparation du PPSPS	33
11.	ANNEXE 2 : Fiche d'appel en cas d'accident.....	36
12.	ANNEXE 3 – Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (DHOL)	37
13.	ANNEXE 4 – Cadre type UFL de l'examen d'adéquation (levage grue mobile).....	38
14.	ANNEXE 5 – Geste de commandement lors des opérations de levage.	40

1. PRÉAMBULE

1.1 Introduction

1.1.1 Analyse des risques de l'opération :

Cette opération de catégorie 3 avec risques particuliers comprend des travaux, faisant apparaître les risques particuliers suivants (**article L. 235-6 du code du travail**) :

- ➔ **Risque de chute de hauteur** (travaux en toiture)
- ➔ **Risque d'électrisation lié aux travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tensions supérieur à la TBT**

Les entreprises titulaires et leurs sous-traitants éventuels seront réputés qualifiés pour l'exécution de ce type de travaux.

1.2 Cadre législatif

Pour chaque mesure de prévention, les entreprises titulaires retenues s'attacheront notamment à répondre aux principes généraux de prévention du code de travail - Art : L.4121-2 - rappelée ci-dessous. :

- a. Éviter les risques ;
- b. Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- c. Combattre les risques à la source ;
- d. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail, le choix des équipements de travail, les méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- e. Tenir compte de l'état d'évolution technique ;
- f. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- g. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
- h. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelles ;
- i. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Article L4532-8 - Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de la déclaration préalable prévue à l'Article L4532-1, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers déterminée par arrêté des ministres chargés du travail et de l'agriculture, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est rédigé dès la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

Cette opération sera réalisée en tenant compte des dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la Loi n°14.18 du 31.12.1993, portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes n°92.57 du 24.06.92 et ses textes d'application.

A ce titre, l'attention de toutes les entreprises est attirée sur le fait qu'elles devront tenir compte des modalités d'organisation issues de ce texte qui représentent les mesures minimales à observer, et notamment des deux éléments suivants :

- ⇒ Il a été désigné comme le prévoit le texte, un coordonnateur dont la fonction est d'organiser la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé entre les différents intervenants du chantier.
- ⇒ Le présent document intitulé Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.), est établi en application des dispositions de l'article L.4532-8 du Code du Travail.

Le P.G.C.S.P.S. est un élément évolutif remis à jour par le Coordonnateur en fonction du déroulement du chantier,

Le P.G.C.S.P.S. intégrera, en les harmonisant, les **Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé** (P.P.S.P.S.) qui devront être remis par les entreprises intervenantes et leurs sous-traitants, après inspection commune avec le Coordonnateur (Art. R.4532-12 du Code du Travail), et selon le canevas du « *cadre type de P.P.S.P.S.* » (Annexe 1 au présent P.G.C.S.P.S.)

L'attention des entreprises est attirée sur l'exigibilité de la remise du PPSPS avant le démarrage des travaux.

**En son absence, les entreprises ne seront pas autorisées à pénétrer sur le chantier.
Même si leurs délais d'exécution court.**

1.3 La mission du Coordonnateur

Sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage, le Coordonnateur :

- Veille à ce que les principes généraux de prévention soient mis en œuvre,
- Tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site,
- Prend les dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Dans le cadre de cette opération, le Coordonnateur :

- ✎ Élabore et tient à jour ce PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION (P.G.C.S.P.S.),
- ✎ Constitue et complète le DOSSIER D'INTERVENTION ULTÉRIEURE SUR L'OUVRAGE (D.I.U.O.),
- ✎ Ouvre le REGISTRE JOURNAL de la coordination et y consigne comptes-rendus, observations, mise à jour de la liste des entreprises (date intervention, durée, effectifs), avec visas des intervenants concernés (entreprises, maître d'ouvrage ou MOE),
- ✎ Définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès, des installations générales, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les entreprises,
- ✎ Organise entre les entreprises dans le cas de sous-traitance, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités d'utilisation en commun des installations, matériels et circulations, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles de consignes,
- ✎ Procède avec chaque entreprise, avant remise du P.P.S.P.S, à une inspection commune du chantier,
- ✎ Veille à l'application des mesures de coordination.

2. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

2.1 Présentation et adresse du projet

2.1.1 Présentation du projet :

Les travaux menés par l'USMB sur le site du Bourget du Lac ont pour but de créer une salle ICP-MS pour permettre la réalisation des analyses laboratoires (salle 154)

2.1.2 Description des travaux à réaliser :

Cette salle sera aménagée en lieu et place de la salle 110 existante, nécessitant des travaux d'aménagement selon les caractéristiques particulières de la salle, au R+1 du bâtiment 3 « Pôle Montagne » du site universitaire du Bourget du lac



Figure 3 : Extrait DOE-Bureau accueil prof associé

Description des travaux à réaliser par LOT :

- ➔ **01 : CVC fluide / Plomberie :** Pose d'un bloc climatisation dans la salle et en toiture pour l'unité extérieure / Dépose d'un radiateur existant / Mise en place d'un extracteur d'air / Installation d'une centrale de Gaz dans le local 3-056 au RDC, et raccordement au gaz dans la salle 154
- ➔ **02 : Electricité CF,Cf :** Création de départ de la TGBT pour alimenter les différents postes et équipements prévus / Mise à la terre
- ➔ **03 : Second Œuvre :** Remplacement de la porte / Repose et dépose du faux-plafond / rafraichissement des peintures sur les murs existants / Percements et reprise des étanchéités
- ➔ **04 : VRD :** Création d'un cheminement en enrobé depuis le parking extérieur jusqu'au local de stockage des Gaz au RDC

2.2 Localisation des Travaux

❖ Salle 154 et 143 du Bâtiment Pôle Montagne N°03 – Site universitaire du Bourget du Lac



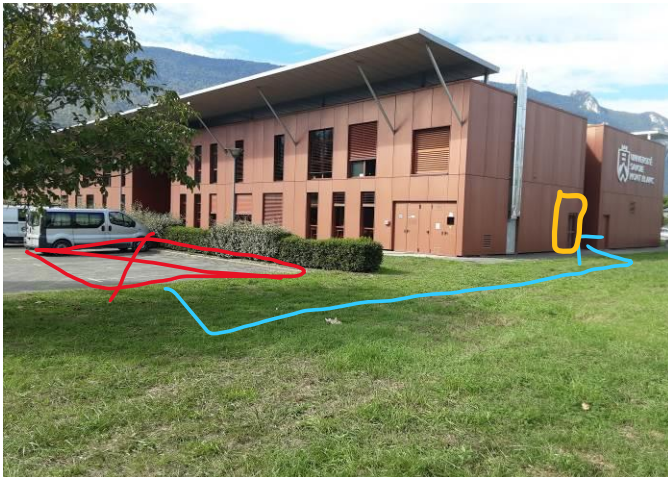
2.3 Description de l'environnement et des contraintes

Afin d'appréhender les contraintes majeures de ce projet, nous devons établir un constat des points singuliers et impactant pour la réalisation des travaux. Les paramètres environnementaux doivent amener les entreprises à définir judicieusement :

- ➔ Les moyens humains,
- ➔ Les moyens matériels,
- ➔ Le mode opératoire par phase.

Ces moyens s'inscriront dans une démarche d'analyse des risques et de mise en place des moyens de prévention appropriés, qui veilleront à accentuer la protection des travailleurs tout au long du chantier.

2.3.1 Photos du site



Cliché du bâtiment 3 Pôle montagne depuis l'extérieur et depuis l'arrière (opposé du Boulevard de la mer caspienne)

En rouge, la zone de chantier, installation, parking dédiée aux travaux

En bleu, le cheminement d'accès aux pièces depuis le parking des travaux

En orange, la pièce dédiée au future local « stockage gaz »



On note la présence de réseau pouvant avoir une incidence sur la réalisation des travaux de VRD (salle 154)

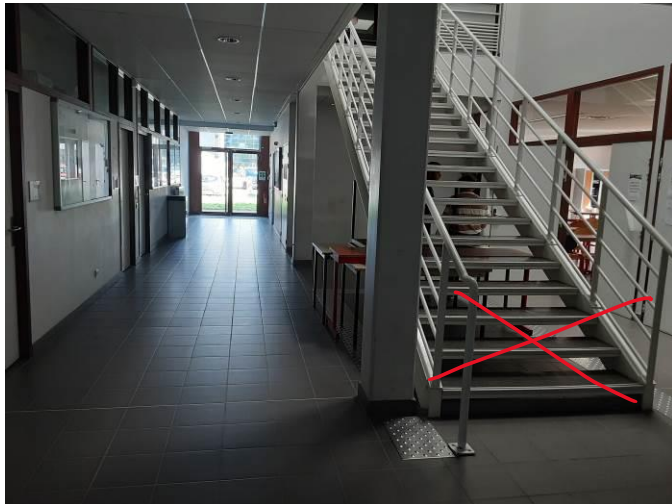


Le local « stockage gaz » sera débarrassé pour le début des travaux

Il est relativement exigu et nécessite du matériel approprié pour la réalisation des travaux en plafond (percements / réseaux...)



Ici, seul et unique accès dédié à la circulation du personnel dans le cadre des travaux. Cet accès devra rester libre (secours)



Dans la continuité de la porte d'accès chantier, ici le couloir et l'escalier menant aux salles objets des travaux.

Le couloir est relativement large. Il sera partagé avec les occupants du site

L'escalier quant à lui sera entièrement condamné aux occupants et réservés aux accès chantier



L'escalier réservé à l'accès chantier débouche sur un parvis large et circulaire donnant directement sur les salles 154 et 143, offrant un espace de stockage outils/matériels confortable (250KG/M2)



La configuration de l'étage permet de garder un accès possible aux bureaux et salle de cours présents, tout en condamnant l'accès à l'emprise des travaux (salle 154 et salle 143)



Les sanitaires les plus proches des salles objets des travaux seront condamnés en période de travaux et seront utilisables par le personnel de chantier, moyennant leurs entretiens quotidiens avec suivi régulier du CSPS vis-à-vis des entreprises utilisatrices



Entouré en rouge, l'accès en toiture par une trappe existante (via mise en place de l'échelle mise à disposition par le gestionnaire)
Cet accès se situe dans le couloir à proximité direct de la zone des travaux. L'accès reste relativement étroit et devra être étudié notamment lors des approvisionnements de matériels en toiture
La toiture est dépourvue de G-C et munie d'une ligne de vie à utiliser obligatoirement pour les circulations en toiture



L'accès aux salles CTA et TGBT se trouve à proximité immédiate des salles objets des travaux.
L'accès à ces pièces devra rester fermé aux publics
L'accès à la salle TGBT est réservé aux personnes formées et habilitée
La salle CTA offre un espace pouvant être utilisé comme zone de stockage outil, vestiaire

2.3.2 Risques environnementaux :

Cette opération comprend des travaux présentant des risques liés à l'environnement des travaux :

- ☞ Travaux réalisés dans un site ERT et ERP en service
- ☞ Travaux réalisés en toiture d'un bâtiment existant dépourvu d'EPC et équipé d'EPI
- ☞ Des travaux de VRD seront à réaliser dans un environnement circulaire par du personnel à pied

2.3.3 Plomb / Amiante / HAP :

La MOA indique que le bâtiment 3 est de 2006, ne nécessitant aucun diagnostic

2.3.4 Concertation entre plusieurs MOA :

La concertation entre plusieurs Maître d'ouvrage et la gestion des interfaces environnementales, techniques et organisationnelles constituent les paramètres essentiels de ce dossier mettant en jeu plusieurs intervenants dans l'acte de construire notamment :

- Voir DT

Rappel du cadre législatif en matière de sécurité quand plusieurs Maître d'Ouvrage interviennent sur un même site → **Article L4531-3 du code du travail** : « Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci se concertent afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions. ».



2.3.5 Volume de l'opération :

La durée effective globale de l' opération est estimée à : ☞ Période de préparation : (Délais de préparation conforme aux prescriptions de l'article R.4532-56 du code du travail.) ☞ Durée d'exécution des travaux.	4 Mois 8 semaines 2 Mois
Le nombre d'entreprises devant intervenir, sous-traitants compris est estimé à :	10 à 12 Entreprises
L'effectif de pointe est estimé à : Le volume global (Ω/Jours) correspond à : (Loi 93-1418 du 31 décembre 1993)	6 pers. +/- 240 h-j
Au regard de la réglementation relative à la Sécurité et la Protection de la Santé. (Art L.4532-1 du Code du Travail), le Maître d'Ouvrage a décidé de classer cette opération de génie civil en 3 ^{ème} <u>catégorie avec risques particuliers</u> , pour lequel un PGSC-SPS est requis. Cette opération n'est pas soumise à la Déclaration Préalable.	

2.4 INTERVENANTS

2.4.1 Maîtrise d'Ouvrage :

NOM	☎	💻
USMB Mme Jaillet 27 Rue Marcoz 73000 Chambéry	04 79 75 85 53	Sabine.jaillet@univ-smb.fr


2.4.1 Maîtrise d'Œuvre :

NOM	☎	💻
FAURE QEI Mme AIT-EDDIF Mme. PLIER M. REBET 20 Rue Massenet 38400 Saint Martin d'Hères	04 76 92 81 00	a.ait-eddif@faure-gei.atrrix.group v.plier@faure-gei.atrrix.group t.rebet@faure-gei.atrrix.group


2.4.2 Coordonnateur SPS :

NOM	☎	💻
CSPS 3D BUDAI KEVIN 16T Chemin de la Croix Sollière 73100 Brison Saint innocent	06 23 35 00 22	Kevin.budai@csp3d.fr



2.4.3 Entreprise(s) Titulaire(s) :

NOM	NATURE	
LOT 01 :	CVC fluide / Plomberie	
LOT 02 :	Electricité CF,Cf	
LOT 03 :	Second Œuvre	
LOT 04 :	VRD	

2.4.1 Entreprise(s) Sous-traitantes :

NOM	NATURE	
NC		

2.4.2 Organismes de Prévention :

Service	Adresse		
INSPECTION DU TRAVAIL DIRECCTE	Carré Curial 73000 CHAMBERY	04 79 60 70 00	04 79 33 19 75
CARSAT (Service Prévention)	63 Rue Costa de Beauregard 73000 CHAMBERY	04 79 70 05 27	04 79 85 67 45
OPPBTP (Comité Régional)	Bâtiment B Cassiopée 1, Rue des Tropiques 38130 ECHIROLLES	04 76 46 92 68	04 76 85 32 16

2.4.3 Services :

Service	Adresse	☎	💻
Police municipale du Bourget du Lac	87 Rte de Chambéry, 73370 Le Bourget-du-Lac	04 79 71 94 35	Elodie.dran@grandchambery.fr
USMB	27 Rue Marcoz 73000 Chambéry	04 79 75 85 53	Sabine.jaillet@univ-smb.fr
Hopital de Chambéry	Place Lucien Biset, Fbg Maché 73 000 Chambéry	04 79 96 50 50	
METEOROLOGIE	Centre Départemental Répondeur Météo France Savoie	08 36 68 02 73	
SDIS	226, route de la Pérodlère 73230 SAINT ALBAN LEYSSE	04 79 60 73 00	04 79 60 74 44

2.4.4 Concessionnaires / Gestionnaires / DT et DICT :

Chantier soumis à DT et à DICT après consultation du Guichet Unique conformément au Décret 2011-1241 du 05 Octobre 2011 et à l'Arrêté du 15 février 2012

Le Responsable du Projet de Travaux (Maître d'Ouvrage) et les exécutants de travaux (entreprises) ont l'obligation, afin de connaître la liste des exploitants de réseaux auxquels ils doivent adresser leurs déclarations de travaux :

- Soit de consulter le [guichet unique de recensement des réseaux](#),
- Soit de s'adresser à un prestataire ayant passé une convention avec l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris), gestionnaire du guichet unique.

↪ **DT :** Au stade de l'élaboration d'un projet de travaux, le Maître d'ouvrage doit envoyer une déclaration de projet de travaux (DT), effectuée au moyen du formulaire [cerfa n°14434*01](#).

↪ **N° de DT en phase de conception :** **Les DT de moins de 3 mois sont jointes au dossier de consultation des entreprises ainsi que les plans de recollements**

↪ **DICT :** La déclaration d'intention de commencer les travaux (D.I.C.T.) doit être transmise par l'exécutant des travaux aux administrations, établissements ou organismes concernés (EDF, GDF, FT, Commune, intercommunalité), en remplissant le formulaire [Cerfa n° 14434-01](#). Elle doit être transmise au moins 10 jours avant le début des travaux et est valable 2 mois

↪ **Obligations concernant l'habilitation AIPR (Autorisation d'intervention à proximité des réseaux)**

Durant toute la durée de l'opération (conception et réalisation) des profils d'intervenants devront posséder l'habilitation AIPR en adéquation avec les phases en cours à savoir :

- **Phase de Conception :** Présence dans l'équipe de conception d'une personne intervenant pour le compte du responsable du projet, du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre, dans le cadre de la préparation ou du suivi des projets de travaux. Un salarié du maître d'ouvrage ou de l'organisme prestataire intervenant à sa demande doit justifier d'une AIPR au titre du profil concepteur.
- **Phase de Réalisation :** **Le profil encadrant** correspond à la présence d'un membre du personnel de l'entreprise de travaux intervenant sous la responsabilité de l'exécutant des travaux et en charge de l'encadrement des travaux (chef d'équipe, chef de chantier, conducteurs de travaux, chargé d'études...). Au moins en salarié profil encadrant doit également être détenteur d'une AIPR.

Le Profil opérateur correspond à la présence d'opérateurs possédant l'habilitation AIPR en phase travaux lors des travaux à proximité de réseaux sensibles. L'AIPR est obligatoire pour toute personne ayant pour mission de réaliser des travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés.

2.4.5 Déclaration de Travaux en urgence

Les travaux non prévisibles, qui doivent être effectués en urgence pour des raisons de sécurité, de continuité du service public ou de sauvegarde des personnes ou des biens, ou en cas de force majeure, sont dispensés de DT et DICT. Le commanditaire des travaux urgents doit à minima contacter par téléphone avant le lancement des travaux les exploitants des réseaux concernés, dont les numéros d'astreinte sont accessibles dans le guichet unique.

Cependant, la consultation du guichet unique par le commanditaire de travaux urgents sur des réseaux sensibles pour la sécurité reste obligatoire avant leur exécution.

Les éventuelles consignes particulières de sécurité applicables à de tels travaux, qui doivent être fournies par les exploitants concernés dans des délais compatibles avec la situation d'urgence, doivent être respectées par l'exécutant.

Un avis de travaux urgents (ATU) doit être envoyé à chacun des exploitants de réseaux concernés au moyen du formulaire [cerfa n°14523*01](#) le plus tôt possible, mais il est possible que cet envoi soit postérieur aux travaux.

Une nouvelle déclaration est nécessaire, si les travaux annoncés dans la DICT ne sont pas entrepris dans un délai de 3 mois à compter de la consultation du guichet unique, ou en cas d'interruption des travaux de plus de 3 mois.

2.5 Obligations des entreprises.

Chaque entreprise doit transmettre :

- ✧ La *déclaration d'ouverture* de chantier qui lui incombe, aux organismes de prévention, (imprimé n° S.6206 à l'INRS et, en cas de secours, l'O.P.P.B.T.P.)
- ✧ La demande d'un arrêté de circulation auprès des services compétents de la commune concernée.
- ✧ La déclaration d'intention de commencer les travaux (D.I.C.T.) aux administrations, établissements ou organismes concernés (EDF, GDF, FT, service des eaux, assainissement, la Ville d'Aix Les Bains et l'intercommunalité GL), en remplissant le formulaire Cerfa n° 14434-01.
- ✧ Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), aux organismes de sécurité et de prévention, médecin du travail et CHSCT (article R4532-70 du code du travail).

2.6 Planning :

L'entreprise titulaire établira un calendrier d'exécution précis de l'opération (y compris pour les prestations sous-traitées), comprenant les différentes phases de travaux. L'entreprise indiquera pour ces propres travaux le nombre de postes, les moyens humains qu'elle envisage, les prestations qu'elle aura sous-traitées. Un planning global de l'opération sera transmis au coordonnateur SPS pour qu'il puisse analyser les co-activités successives et simultanées des entreprises sur site.

Lors de l'exécution des travaux, le planning sera tenu à jour et transmis au CSPS pour tenir compte des évolutions du chantier dans l'analyse de la co-activité simultanée ou successive. Cet état de l'avancement sera établi lors de la réunion de chantier hebdomadaire. L'entreprise titulaire du marché informera le coordonnateur, dès qu'elle le pourra, des prévisions d'effectif (évolutions, pointes), des sous-traitances qu'elles souhaitent proposer, ainsi que des travailleurs indépendants qu'elles comptent employer.

3. LES MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

3.1 Sous-traitants

Le représentant de l'entreprise titulaire informera le Coordonnateur de l'intention de faire appel à un sous-traitant, quel que soit l'entreprise principale (cf. Loi du 31/12/75) et quel que soit son rang, dans un délai suffisant pour permettre au Coordonnateur de procéder à l'inspection commune. **Article R4532-60** - L'entrepreneur qui fait exécuter le contrat conclu avec le maître d'ouvrage, en tout ou partie, par un ou plusieurs sous-traitants, remet à ceux-ci :

- ⇒ Un exemplaire du Plan Général de Coordination ;
- ⇒ Le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs.
- ⇒ Un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie de chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs (ce peut être son propre P.P.S.P.S.).

3.1.1 Cas particulier des travaux confiés à des prestataires non déclarés comme sous-traitants.

Tous les travaux doivent être couverts par un P.P.S.P.S. Certaines tâches, participant à la mise en œuvre ou au transport des matériaux, peuvent être confiées par les entreprises titulaires ou sous-traitantes à des prestataires non déclarés sous-traitants.

Le contrat de sous-traitance est conclu entre une entreprise principale (donneur d'ordre) et une entreprise sous-traitante, pour la réalisation d'une tâche à destination du client final, le maître d'ouvrage.

Le contrat de prestation de service, aussi appelé contrat de louage d'ouvrage, est conclu entre une entreprise et un prestataire extérieur pour la réalisation d'une tâche dont le destinataire final est l'entreprise

Ces tâches doivent faire l'objet d'une analyse de risques de la part de l'entreprise utilisatrice et faire l'objet d'une fiche accueil pour transmettre les consignes de sécurité, en temps utiles, aux travailleurs et s'assurer de leurs connaissances sur les dispositions prises dans le P.P.S.P.S.

Les entreprises concernées doivent traiter dans leur P.P.S.P.S., les risques propres des prestations susceptibles d'être confiées à des tiers participant au transport et/ou à la mise en œuvre des matériaux, et qui ne seraient pas déclarés comme sous-traitants.

3.2 Formation du personnel d'exécution

L'entreprise titulaire devra tenir à disposition la liste nominative des attestations ou habilitations de formation et de qualification du personnel employé sur le site, intérimaire compris, ou à défaut en disposer sur chantier en cas de demande de vérification (SST, CACES, AIPR...).

3.3 Moyen de communication et d'alerte.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les moyens de communication tel que le portable, peuvent être que très partiellement opérationnels en fonction des opérateurs de téléphonie mobile et devront s'équiper aussi bien pour leur usage entre les postes de travail qu'en cas de besoin pour les secours.

3.4 Déplacements en véhicules et engins.

Les entreprises doivent prendre toutes les mesures pour éviter les risques d'accidents de trajet et de déplacement professionnel pendant les heures de travail.

Toutes les dispositions devront être prises pour :

- ✓ Organiser les déplacements sur les voies de circulation à l'intérieur et à l'extérieur du chantier ;
- ✓ Utiliser des véhicules spécialement aménagés pour le transport du personnel ;
- ✓ Confier la conduite des véhicules à du personnel dûment autorisé et possédant le permis de conduire ;
- ✓ S'assurer que les véhicules de transport du personnel soient régulièrement entretenus ;

3.5 Installations de chantier et locaux communs

3.5.1 Locaux communs / Accès / installation

Il est arrêté en phase de conception que les entreprises devront stationner sur le parking situé à l'arrière du bâtiment 03 conformément aux informations comprises sur le reportage photo du chapitre 2.3.1. Les entreprises ne pourront accéder à la zone des travaux que depuis la porte arrière (depuis le cheminement piéton), menant directement à l'escalier puis au R+1 à proximité de la zone des travaux conformément aux descriptions du rapport photo du chapitre 2.3.1.

Compte tenu du faible temps sur site de chaque entreprise, il est arrêté en phase de conception que le personnel de chaque entreprise pourra utiliser la pièce CTA pour le stockage du petit matériel et s'en servir à titre de « vestiaire ». Les sanitaires les plus proches de la future salle 154 du R+1 seront condamnés par le gestionnaire et utilisables (WC, eau) pour le personnel chantier. Chaque entreprise aura à charge l'entretien quotidien des sanitaires après utilisation propre.

Il est arrêté en phase de conception que la MOA mettra à disposition des entreprises des prises électrique 220v pour les besoins en alimentation électrique de chantier. Les prises à utiliser seront les prises ne nécessitant pas de tirer un câble électrique en zone de circulation, ainsi que les prises non consignées en début d'opération

L'escalier menant du RDC au R+1 sera l'unique accès à la zone des travaux. Se dernier sera condamné par le gestionnaire en début d'opération, afin d'être utilisé et utilisable uniquement pour le besoin des travaux, et ainsi limiter les risques d'accident liés aux circulations répétées et parfois urgentes.

Il est arrêté en phase de conception que les travaux devront s'exécuter uniquement à l'intérieur de la future salle 154. Les travaux préparatoires, de découpe, de stockage provisoire du matériel ou des matériaux... ne pourront se faire à l'intérieur de l'établissement hors de cet salle (en extérieur uniquement ou à l'intérieur de la salle

Les travaux de terrassements impliquants des engins de chantier en extérieur devront être entièrement clôturés par barrière rigides et jointives

3.5.2 Procédure de livraison

Une procédure de livraison devra être mise en place, à l'attention des différents fournisseurs, afin de les informer des spécificités de l'opération et leur transmettre les consignes d'accès et mesures de sécurité- prévention mises en place par l'Entreprise sur le chantier.

Cette procédure pourra être établie selon le cadre de Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (DHOL) joint en Annexe et répondant à la recommandation CNAMTS R476 de (depuis le 1er JANVIER 2019).

3.6 Conditions de manutention et levage des différents matériaux et matériels.

3.6.1 Approvisionnements et levage :

Afin de traduire et de traiter les sujétions liées à la livraison de matériaux et d'éléments de construction sur le chantier, l'entrepreneur doit prendre en considération la recommandation R476 de la CNAMTS qui a pour objet d'énoncer les mesures de prévention et d'organisation à mettre en œuvre lors des livraisons afin de réduire les risques auxquels peut être exposé tout salarié lors des opérations d'amenée ou de reprise de matériaux de construction sur des chantiers.

Les principes de prévention sont retranscrits dans cette recommandation, et se déclinent suivants 4 axes :

- L'adéquation des équipements et des lieux de travail à ces opérations,
- La coordination des différents acteurs par un meilleur échange d'informations,
- L'organisation du chantier,
- La formation des différents acteurs.

Les fournitures et les matériels stockés seront signalisés et stabilisés sur des plates formes aménagées. Afin d'éviter les livraisons anarchiques, les entreprises titulaires devront transmettre à leurs fournisseurs la procédure d'accès à la zone de travaux, les contraintes majeures du chantier et les consignes obligatoires de sécurité à respecter sur le site des travaux.

Pour les approvisionnements entreposés directement sur des postes de travail ou dans leur voisinage immédiat, les entreprises veilleront à appliquer les dispositions suivantes :

- Transmettre et diffuser le DHOL (voir annexe 5 du présent PGC).
- Ne pas créer de surcharges susceptibles de compromettre la stabilité des fouilles.
- Ne pas créer d'encombrements susceptibles d'entraver les activités sur les postes de travail et le déplacement des personnes.
- Ne pas barrer les accès permanent destinés aux véhicules de secours et aux riverains.

3.6.2 Accessoires de levage

Les accessoires de levage tel que, les sangles, estropes, chaînes, palonniers, pinces auto-serrantes, devront être vérifiés par un organisme spécialisé ou par une personne habilitée et compétente intégrée à l'établissement (arrêté du 1^{er} Mars 2004). L'entrepreneur pourra mettre à disposition les derniers comptes-rendus d'épreuves et de contrôles techniques (datant de moins de 1 an dans le registre de sécurité).

Tous les accessoires de levage doivent comporter un système de marquage et d'identification individuel. Tous les accessoires de levage susceptibles d'engendrer un risque pour le personnel seront obligatoirement retirés du chantier et détruits.

Les crochets seront équipés de dispositifs empêchant tout décrochage accidentel (article 62 du décret du 8 janvier 1965 modifié)

Les accessoires de levage, vérifiés et en bon état, devront porter le marquage de la charge maximum d'utilisation (article 33 a du décret du 23 Août 1947 modifié (cf article 7 du décret du 2 décembre 1998). Les crochets seront équipés de dispositifs empêchant tout décrochage accidentel (article 62 du décret

du 8 janvier 1965 modifié).

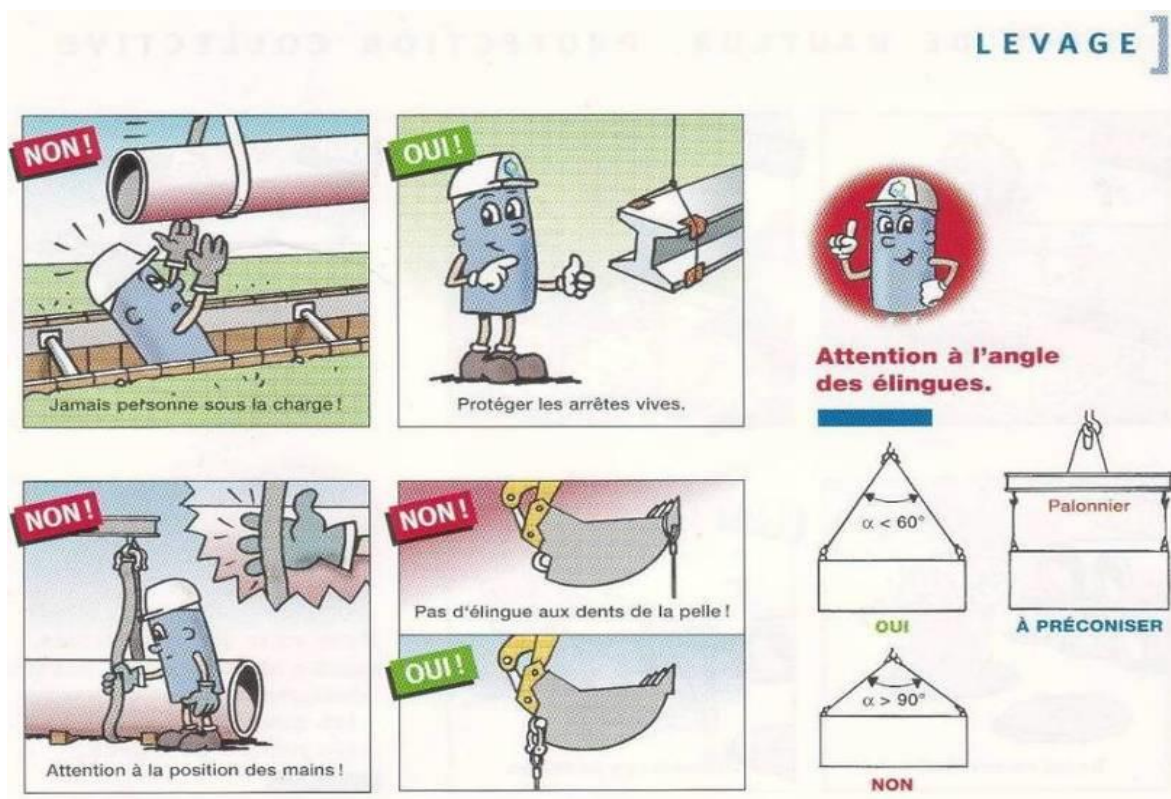
3.6.3 Les engins de levages

Les appareils de levage, devront être vérifiés par un organisme spécialisé ou par une personne compétente intégrée à l'établissement (arrêté du 1^{er} Mars 2004). L'entrepreneur mettra à disposition les derniers comptes-rendus d'épreuves et de contrôles techniques (moins de 6 mois) dans la cabine de l'engin concerné.

La conduite des engins de levage ne peut être réalisée que par une personne dûment autorisée par son employeur et en possession de toutes les habilitations adéquates

Les pelles utilisées en levage sont considérées comme des engins de levage. Elles seront donc vérifiées, au même titre que les appareils de levage, par un organisme spécialisé, par le fournisseur ou par une personne compétente intégrée à l'établissement. L'entrepreneur mettra à disposition les derniers comptes rendus d'épreuves et de contrôles techniques dans la cabine de l'engin concerné. Tous les appareils de manutention seront correctement entretenus, les charges devront respecter les consignes d'utilisation de ces engins, qui ne serviront en aucun cas pour transporter le personnel.

Tous les appareils de manutention seront correctement entretenus, les charges devront respecter les consignes d'utilisation de ces engins, qui ne serviront en aucun cas pour transporter le personnel



Des élingues plates normalisées devront être utilisées pour les tuyaux standards.

L'utilisation du tortillard pour l'élingage sera formellement interdite.

Les P.P.S.P.S. préciseront les modalités des opérations de levage et notamment :

- ⇒ Que les consignes de sécurité devront être établies et portées à la connaissance du personnel,
- ⇒ Qu'en cas de mauvaise visibilité du conducteur d'engin, il sera prévu un chef de manœuvre connaissant parfaitement les gestes conventionnels de guidage.

3.6.4 Manutentions manuelles des charges

Elles seront limitées au minimum par l'organisation des postes de travail, notamment :

- ✚ Prendre toutes les mesures d'organisation ou utiliser les moyens mécaniques afin d'éviter le recours à la manutention manuelle.
- ✚ Lorsque le recours à la manutention manuelle ne peut être évité, la charge maximale à manutentionner sera de 25 kg au sol
- ✚ Une formation essentiellement à caractère pratique doit être donnée sur les gestes et postures à adopter pour la réalisation en sécurité des manutentions.
- ✚ En établissant un calendrier d'utilisation des appareils de levage disponibles et en règle en matière de contrôle,
- ✚ En précisant l'utilisation d'outillages normalisés, adaptés et en bon état (tire forts).

3.6.5 Éléments béton préfabriqués :

Tous les éléments préfabriqués en usine doivent intégrer dans leurs fabrications : des éléments ou dispositifs de manutention et de levage normalisés, ainsi que des dispositifs permettant la mise en place immédiate de protections collectives.


Tous les éléments préfabriqués lourds seront stockés sur une plate-forme stabilisée et plane. La stabilité de chacun des éléments sera assurée par des dispositifs rigides appropriés à leurs poids, volumes, hauteurs.

L'entreprise doit fournir dans son P.P.S.P.S la fiche technique des organes de levage intégrés dans les pièces lourdes

3.7 Analyse des risques, mesures

Analyse des risques / Mesures		
Risques identifiés	Mesures	Par qui / Pour qui
Risque Particuliers		
Risque de chute de hauteur (travaux en toiture)	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Tous les travaux nécessitant le port du harnais devront être réalisés par des personnes formées et réputées compétentes. Les points d'amarrages seront préalablement définis dans le PPSPS. Ici, la ligne de vie en toiture devra être utilisée obligatoirement par tout travailleur se rendant en toiture depuis la trappe d'accès prévue à cet effet (voir rapport photo du chapitre 3.2.1). En cas de travaux à réaliser en milieu de toiture (sans accès à proximité d'une chute de hauteur, l'entreprise pourra lors de sa première intervention, délimiter une emprise d'intervention MAX (par rubalise, barrières, chainettes...), afin d'opérer uniquement dans cet espace sans risque de chute de hauteur. Dans tous les cas, chaque entreprise intervenant en toiture devra obligatoirement sécuriser la trappe d'accès contre le risque de chute (balisage, G-C, fermeture de la trappe...) ➔ Toutes les entreprises bénéficiant de cette mesure devront respecter ces sécurisations et ne pas les déplacer ou les retirer. Tout retrait momentané des sécurisations en place devra entraîner une sécurisation personnelle (EPI), un balisage interdisant l'accès aux autres entreprises à la zone à risque, et la remise en place des protections d'origines ou d'un moins de retenu au moins équivalent ➔ Les accès ainsi que les plateformes de travail en hauteur doivent être sécurisés, conformément au décret du 1er septembre et de l'arrêté du 21 décembre 2004 sur les travaux en hauteur ➔ Les travaux temporaires en hauteur doivent être réalisés à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à garantir la sécurité des travailleurs et à préserver leur santé. Le poste de travail doit permettre l'exécution des travaux dans des conditions ergonomiques ➔ L'utilisation de nacelle (ou camion nacelle) devra faire l'objet d'une adéquation préalable (distance / accès / poids / capacité / portance des sols...). Les nacelles ne devront être utilisées que par du personnel compétent et en possession des habilitations et autorisations réglementaires. Il est interdit de sortir d'une nacelle sauf mode opératoire précis et validé en amont, lorsque cette manœuvre est justifiée sur la base des principes généraux de préventions. Le port du harnais de sécurité doit être respecté en adéquation avec la notice du fabricant de l'engin utilisé. Les zones situées en aval de l'emprise des travaux par nacelle devront être balisées et condamnées, et/ou suivant la nature des travaux, une personne devra être désignées pour réaliser la surveillance au sol ➔ L'emploi d'échelle est proscrit sauf comme accès sécurisé (échelle dépassant d'un mètre et correctement amarrée en tête, ou échelle de trappe prévue à cet effet). ➔ Toutes les trémies devront être sécurisées contre le risque de chute de hauteur et également contre le risque de chute ➔ Les protections collectives seront à prioriser sur les protections individuelles 	Par le LOT 01, aux bénéfices de tous les LOTS



Risque d'électrisation lié aux travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tensions supérieur à la TBT	<ul style="list-style-type: none">→  Procédure de neutralisation et consignation des installations par coupure de l'alimentation générale de l'emprise des travaux et de tous les réseaux sujets aux travaux avant le démarrage des travaux→ Toute consignation de réseau devra être transmise à tous les intervenants par PV de consignation de la part de l'entreprise ayant réalisé cette mesure (attention, les consignations doivent être réalisées par une personne habilitée, voir CHAP 6)→ L'accès au local TGBT devra être réservé au personnel habilité	Par le LOT 02 aux bénéfices de tous les LOTS
--	--	--

4. SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1 Contraintes d'accès au chantier

L'entreprise titulaire effectuera une analyse des risques liés à l'exploitation des sites en activité et définira des mesures de prévention pour limiter les risques interférents.

Concertation obligatoire entre les entreprises, la MOE et le(s) exploitant(s). L'accès au chantier est strictement limité aux personnes autorisées

4.2 Activités d'exploitation sur le site

Les contraintes particulières correspondant à l'exploitation d'un site feront l'objet d'une concertation avec les exploitants concernés, les services de secours, le Coordonnateur et le Maître d'Œuvre. Cette concertation permettra ainsi d'établir les dispositions de sécurité, adaptés selon l'activité des exploitants et le respect de leurs obligations de sécurité vis à vis de leurs usagers et clients.

PERMIS FEU



Travaux de soudure ou de découpage :

- Dans le cas de travaux par point chaud devant être exécutés en site occupé, les entreprises concernées auront l'initiative de se faire délivrer un permis de feu, auprès du représentant de la MOA (Mme Jaillet), dès la phase de préparation. L'entreprise devra informer la MOA de tous les travaux par point chaud qu'elle compte exécuter. Les permis feux seront réalisés par tâche (sans notion de durée de validé tant que la tâche reste la même). Les entreprises devront scrupuleusement respectées les mesures énoncées au permis feu

5. LES MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 Hygiène et conditions d'hébergement :

Le décret du 8 Janvier 1965, déjà cité, précise les conditions de vie et la qualité des installations destinées à recevoir, au moins durant les repas et le changement de vêtements, le personnel effectuant ces travaux, et vise à leur assurer un minimum de confort et une certaine décence.

L'attention de l'entreprise est attirée sur les modifications apportées par le décret n°95 607 du 6 mai 1995 au décret n° 65-48 du 8 Janvier 1965 concernant la mise à disposition des installations collectives.

5.2 Sanitaires de proximité

Des installations sanitaires complémentaires selon l'éloignement des installations principales, devront être installées, au plus près des postes de travail.

Ces installations mobiles devront être désinfectées au moins 2 fois par jour au même titre que les installations principales. Elles seront équipées d'un point d'eau chaude pour se laver les mains et d'essuie main jetable, et aménagées de manière à respecter une distance de sécurité entre les personnes d'au moins 1 mètre.

Assurer un affichage fort et visible des consignes sanitaires à l'intérieur de ces installations mobiles.

5.3 Affichage obligatoire.

- ⇒ Consignes de sécurité spécifiques au chantier.
- ⇒ Procédure d'alerte et de secours complétés avec la liste des secouristes et responsable de la sécurité du site.
- ⇒ Plan de circulation du personnel sur le site et durant les différentes phases de travaux.
- ⇒ Le plan des installations de chantier.
- ⇒ La déclaration préalable
- ⇒ La copie de l'arrêté de circulation.

5.4 Délimitation des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux,

- ⇒ Les zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux seront préalablement définies et aménagées
- ⇒ Ces surfaces seront traitées, stabilisées, assainies et balisées
- ⇒ Chaque entreprise pourra dans la limite de la surface disponible, installer dans cette zone ses propres conteneurs de matériel (les besoins seront précisés dans les PPSPS)
- ⇒ Le stockage est interdit sur la voie publique autre que les zones balisées et clôturées définies en réunion de chantier
- ⇒ Le stockage est uniquement autorisé dans l'enceinte du chantier
- ⇒ Les déblais seront dans la mesure du possible évacués et leur stockage ne sera pas autorisé sur chantier. Si nécessaire, ces zones seront préalablement validées par le MOA et le CSPS
- ⇒ Les déblais de terrassement seront solidement stabilisés et talutés en respectant les pentes de 60° au maximum
- ⇒ Il est interdit de stocker tout déblai ou terre végétale sur la voie publique

- ⇒ Le stockage des explosifs sur le chantier est strictement interdit.
- ⇒ L'utilisation d'explosifs est subordonnée à l'autorisation du Maître d'œuvre et à une procédure d'exécution associée à un plan de tir remis au CSPS et au BE pour validation.
- ⇒ L'entrepreneur fournira toute justification sur le respect de la réglementation en vigueur concernant la fourniture, le transport et le stockage des explosifs
- ⇒ Le tri des déchets, pour chacune des zones de travaux, sera fait selon la réglementation et selon la nature des déchets.
- ⇒ Les déchets seront entreposés dans des bennes et conteneurs adaptés selon la nature des déchets avec panneaux indicatifs apposés au droit des contenants (ferraille, bois, déchets ménagers, produits chimiques...)
- ⇒ Les bennes et conteneurs seront évacués régulièrement en décharge et les rotations seront organisées en fonction du phasage des travaux et de façon à ne pas gêner la circulation sur le site
- ⇒ Les déchets susceptibles de s'envoler seront entreposés dans des conteneurs fermés
- ⇒ Selon la nature des travaux, les déchets seront évacués directement par camion au jour le jour.
- ⇒ Chaque entreprise assurera quotidiennement le nettoyage de ses zones de travaux et évacuera régulièrement ses déchets vers les bennes et conteneurs prévus à cet effet ou par camions en pyrolyse dans des déchetteries appropriées.
- ⇒ Tout brûlage sur le chantier de quelconques matériaux est rigoureusement interdit

5.5 DISPOSITIONS PRISES POUR APPLICATION DU R4533-1

- ⇒ Lorsque le montant d'une opération de construction de bâtiment excède 760 000 euros, le chantier relatif à cette opération dispose, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution
- ⇒ Sans objet pour cette opération

6. Dispositions concernant l'utilisation des EPC, EPI, des accès provisoires et de l'installation électrique générale

6.1 Installations électriques, branchements, maintenances et habilitations

- Les câbles d'alimentation, appareil d'éclairage, prises de courant, etc., devront être adaptés aux conditions d'exploitation des chantiers et à l'exposition aux intempéries du site.

Les entreprises devront s'équiper de câbles HO7 RNF pour les rallonges et enrouleurs (25 m maximum), et de prises électriques normalisées compatibles avec les matériels mis en œuvre sur le chantier.

L'armoire et coffret de distribution devront être maintenus en permanence fermés.

Le type de fermeture (serrures ou cadenas) sera d'un modèle approprié pour garantir son inviolabilité.

Procédure d'habilitation :

Que ce soit pour les opérations d'installation ou de maintenance, l'entrepreneur est tenu d'appliquer la procédure d'habilitation des électriciens (ou non électricien si nécessaire), conformément aux dispositions des publications UTE C 18.510 et C 18.530.

- ✧ Installation de chantier et raccordement aux réseaux EDF Hors tension (électricien) : **B1**.
- ✧ Réaliser une consignation (électricien) : **BC**
- ✧ Intervention de dépannage sur l'installation électrique (Electricien) : **BR**

Il est rappelé que tout titre d'habilitation doit être justifié par une formation appropriée et un contrôle des connaissances acquises.

L'entreprise titulaire assurera la surveillance et le maintien en état de l'installation provisoire depuis l'origine du branchement jusqu'au coffret de distribution.

Emploi de groupes électrogènes autonomes

Les groupes électrogènes autonomes seront équipés d'un Disjoncteur Différentiel 30 mA et mis à la terre sur leur lieu d'utilisation par un piquet de terre. (en extérieur uniquement)

Réglementation sur l'utilisation du matériel électrique utilisé par les entreprises :

- ✓ Rallonges câbles type H 07 RNF
- ✓ Enrouleurs cat. B / NFC 61-720
- ✓ Prises incassables avec IP 447
- ✓ Baladeuses conformes à NFC 71-008
- ✓ Phare halogène type NF avec grille de protection

Pour rappel, la distance maximum entre chaque coffret de chantier doit être obligatoirement de 25M. Un nouveau coffret de chantier devra être mis en place une fois cette distance dépassée. La superposition d'enrouleurs n'est pas tolérée au-delà de 25 M

6.2 Dispositions concernant l'utilisation des EPC

Mise en place et maintenance des EPC nécessaires à la réalisation des travaux jusqu'à réception.

Celles-ci seront toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entreprise.

Elles ne peuvent être déposées que dans les cas suivants :

- ✓ Après la disparition du risque
- ✓ Après la mise en place de la protection définitive prévue au projet
- ✓ Après la mise en place d'un autre dispositif provisoire d'une efficacité équivalente

Travaux en hauteur :

Les accès ainsi que les plateformes de travail en hauteur doivent être sécurisés conformément au décret du 1er septembre et de l'arrêté du 21 décembre 2004 sur les travaux en hauteur

- Les entreprises devront prévoir et faire connaître au niveau de leur PPSPS, et mettre en œuvre sur le chantier, toute disposition, moyens de protection, mode opératoire, de façon à ne créer aucun risque et gêne vis à vis des autres entreprises présentes
- Le phasage des travaux sera réalisé de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches

6.3 Dispositions concernant l'utilisation des EPI

RAPPEL de la législation sur les articles R 4321-1 à 5, R 4323-91 à 97, et R 4323-99 à 106 du code du travail :

- L'employeur met à la disposition des travailleurs les EPI nécessaires, appropriés au travail à réaliser ou convenablement adaptés à cet effet, en vue de préserver leur santé et leur sécurité
- Les EPI sont mises à disposition des salariés gratuitement par l'employeur qui assure leur bon fonctionnement et leur maintien dans un état hygiénique satisfaisant
- L'employeur fait bénéficier les travailleurs devant utiliser une EPI d'une formation adéquate comportant un entraînement au port des EPI



LISTE INDICATIVE DE TRAVAUX NECESSITANT LE PORT D'UNE PROTECTION INDIVIDUELLE

Casques	Tous travaux présentant le risque de chute d'objets à partir d'un niveau supérieur
Harnais	Tous travaux exceptionnels non répétitifs et de courte durée exposant à un risque de chute de hauteur
Chaussures, bottes	Tous travaux présentant le risque de chute d'objets manutentionnés sur les pieds ou d'écrasement, ou de perforation de la semelle par objets pointus
Lunettes, masques	Tous travaux présentant le risque de projection dans les yeux (burinage, meulage, manipulation de produits acides ou caustiques...) ou exposant à des sources
Masques, cagoules	Tous travaux effectués dans des milieux pollués (poussières, gaz toxiques...)
Tabliers	Tous travaux présentant des risques de projection sur le corps (soudage, manipulation de produits dangereux...)
Gants	Tous travaux présentant des risques pour les mains (ferraillage, soudage, etc..)
Casques antibruit	Tous travaux exposant à des niveaux sonores supérieurs à 80 dBA (marteaux piqueurs, battage palplanches, conduite d'engins, meulage, criblage...)
Genouillères	Tous travaux exposant à une position à genoux prolongée (carreleurs, chauffagistes, étancheurs...)

6.3.1 Prévention des risques de maladies professionnelles

Le choix des modes opératoires et des produits utilisés devra s'attacher à supprimer les nuisances telles que le bruit, les vibrations, les poussières, les gaz toxiques, les risques chimiques, les risques d'explosions, d'incendie.

Risques d'inhalation de vapeurs toxiques durant les phases de préparation et de mise en œuvre de produits chauds.

Elles fourniront également les fiches toxicologiques de tous les produits utilisés sur ce chantier.

En cas d'impossibilité, notées dans les P.P.S.P.S., ceux-ci devront détailler les choix des matériels et des procédures réduisant ces nuisances à la source.

Le port des équipements EPI appropriés aux risques et nuisance est obligatoire sur le chantier.

La prévention des TMS passe par des actions ergonomiques qui visent à modifier la situation de travail suivantes.

Les principaux facteurs de risque biomécaniques sont :

- ✧ La forte répétitivité des gestes,
- ✧ Les efforts excessifs,
- ✧ Les zones articulaires extrêmes,
- ✧ Le travail en position maintenue.

Cette prévention repose sur :

- ✧ La réduction des sollicitations professionnelles,
- ✧ L'information - formation des entreprises et de leurs salariés,
- ✧ Le maintien des capacités fonctionnelles.

Les contraintes de travail peuvent être réduites en agissant sur :

- ✧ La conception des outils,
- ✧ La conception des éléments nécessaires à la fabrication des produits,
- ✧ L'ergonomie des postes de travail,
- ✧ L'organisation de la production,

L'entreprise nommera dans son P.P.S.P.S. le responsable désigné et habilité par l'employeur chargé de faire respecter ces consignes de sécurités présentent en permanence sur toute la durée des travaux.

6.3.2 Prévention des risques bénin lié aux vibrations

Afin de prévenir les risques liés aux vibrations (perforateurs, perceuses, meuleuses, etc.), l'entreprise devra :

- Assurer une formation et une surveillance médicale spéciale du personnel exposé
- Réaliser un programme de réduction de l'exposition aux vibrations
 - ✓ Modification des modes opératoires
 - ✓ Aménagement du temps de travail

En cas d'impossibilité, notée dans les PPSPS, ceux-ci devront détailler les choix des matériels et des procédures réduisant ces nuisances à la source

6.3.3 Prévention des risques bénin lié aux coupes

- Port des EPI adaptés (voir annexe)
- Les coupes devront être arrosées afin d'éviter la propagation de poussières

Utiliser des outils avec aspirateur intégré

6.3.4 Prévention des risques bénin lié aux bruits

- La valeur limite d'exposition déclenchant une action de prévention est fixée à 80 dB(A). Être exposé 8 h à 80 dB(A) est aussi dangereux que d'être exposé 1 h à 89 dB(A)
- Éviter les nuisances sonores par rapport aux travailleurs et riverains
- Port des EPI adaptés (voir annexe au 9.1)
- Aménagement du poste de travail.
- Mise en place de modes opératoires adapté

7. Mesures spécifiques des secours (R4532-44-6°)

7.1 Point de rassemblement sécurité

Le point de rencontre Sécurité (PRS) devra être défini par l'entreprise titulaire en accord avec le CSPS, préalablement au démarrage des travaux.

7.2 Sauveteur secouriste du travail

Le Code du travail impose la présence d'un sauveteur secouriste du travail sur chaque chantier occupant 20 personnes au moins, pendant plus de 15 jours, où sont effectués des travaux dangereux.

Les Sauveteurs secouristes du travail (SST) devront être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, etc. ...).

7.3 Organisation des secours

L'entreprise titulaire :

- ⇒ Renseignera l'affiche « appel en cas d'accident » et veillera à ce qu'elle soit toujours accessible et qu'elle présente une parfaite lisibilité.
- ⇒ Tiendra à jour la liste nominative des secouristes présents sur le chantier et celle du matériel médical.
- ⇒ Indiquera dans son P.P.S.P.S. le matériel de secours (brancards, trousse de secours), qu'elle mettra à disposition du chantier et sa répartition aux unités de travail.
- ⇒ Installera un moyen d'alerte et de transmission d'informations dont le bon état de fonctionnement sera vérifié périodiquement.

8. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE, Y COMPRIS LES RISQUES D'INCENDIE

8.1 Renseignements pratiques propres à l'opération

Le point de rencontre Sécurité (PRS) devra être défini par l'entreprise titulaire, préalablement au démarrage des travaux. L'affichage et la matérialisation du PRS seront réalisés par l'entreprise titulaire.

8.2 Sauveteurs secouristes du travail

Le Code du travail impose la présence d'un sauveteur secouriste du travail sur chaque chantier occupant 20 personnes au moins, pendant plus de 15 jours, où sont effectués des travaux dangereux.

Les Sauveteurs secouristes du travail (SST) devront être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, etc. ...)

8.3 Premiers soins

Chaque atelier de travail devra disposer d'une trousse de premier soin dont le contenu sera adapté par le médecin du travail en fonction des risques et du niveau de formation des SST.

L'entreprise doit décrire dans son PPSPS les mesures qu'elle compte prendre pour assurer, dans les moindres délais, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves (Voir chapitre 7.2).

8.4 Mesures communes d'organisation des secours

L'entreprise titulaire :

- ✧ Renseignera l'affiche « appel en cas d'accident » et veillera à ce qu'elle soit toujours accessible et qu'elle présente une parfaite lisibilité.
- ✧ Tiendra à jour la liste nominative des secouristes présents sur le chantier et celle du matériel médical.
- ✧ Indiquera dans son P.P.S.P.S. le matériel de secours (brancards, trousse de secours), qu'elle mettra à disposition du chantier et sa répartition aux unités de travail.
- ✧ Installera un moyen d'alerte et de transmission d'informations dont le bon état de fonctionnement sera vérifié périodiquement.

8.5 Poste de travail isolé (Articles du CT R4543-19 à 21)

« Un travailleur isolé doit pouvoir signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais ». Toutes les entreprises devront intervenir de manière à éviter les postes de travail occupés par un seul travailleur, afin de faciliter l'organisation et l'alerte des secours en cas d'accident.

Un travailleur isolé ne peut réaliser des travaux qui comportent un risque de chute de hauteur.

8.6 Incendie

L'entreprise titulaire s'assurera que tous les postes de travaux, pouvant générer un risque d'incendie, seront dotés d'un équipement de lutte contre les incendies, adaptés à la nature des risques créés.

Ces dispositions devront être reprises et consignées par l'entreprise dans son PPSPS et affichées sur le chantier.

Il est interdit de brûler tous matériaux ou déchets sur le chantier.

Le personnel de l'entreprise sera en nombre suffisant et doit être formé à l'utilisation des dispositifs de lutte contre les départs de feux.

9. Modalités pratiques de coopération

9.1 Emploi d'engins de chantier

Les entreprises devront prendre en compte dans leur analyse de risques, le maintien de la propreté (balayage mécanique) des voies de communication au chantier dans le cadre de leurs activités (approvisionnement et évacuation des matériaux).

Les poussières générées par la circulation interne sur le chantier devront être contenues par un balayage mécanique régulier.

Tous risques liés aux travaux à proximité d'engins de chantier ⇒ Formation des conducteurs d'engins de chantier.

Recommandation R482 de l'INRS – CACES Chantier, applicable depuis le 1^{er} janvier 2020

L'entreprise titulaire étudiera la stabilité de tous les engins de chantier lors de leur déplacement, ainsi que leur surface d'évolution durant les travaux.

- ✚ Les manœuvres de recul et les croisements seront exécutés dans des conditions de visibilité optimum, dans le cas contraire les conducteurs seront dirigés par du personnel au sol apte à diriger les manœuvres.
- ✚ Le personnel travaillant sur les zones de terrassements sera muni de gilets classe II.
- ✚ Tout véhicule en stationnement sans conducteur sera garé sur une surface plane. INTERDICTION DE STATIONNER SUR LES PLANS INCLINÉS.
- ✚ Avant chaque remise en route, le matériel sera contrôlé par le responsable du poste terrassement, le matériel défaillant sera retiré de la zone de travaux.
- ✚ Toute réparation et intervention concernant la sécurité des véhicules et engins sera consignée dans le registre de sécurité.

Rappel du contexte réglementaire :

Tout travailleur amené à utiliser un engin de chantier à conducteur porté ou télécommandé doit avoir reçu une **formation adéquate** (art. R.4323-55 du Code du travail) **et** être titulaire d'une **autorisation de conduite délivrée par son employeur** (art. R.4323-56) selon les modalités définies à l'article 3 de l'arrêté du 2 décembre 1998.

Le respect de ces prescriptions impose donc :

- 1/ que le conducteur ait reçu une formation spécifique et adaptée à la conduite en sécurité de l'engin de chantier concerné, formation qui doit être complétée et réactualisée aussi souvent que nécessaire ;
- 2/ que son aptitude médicale à la conduite de cet équipement ait été vérifiée ;
- 3/ qu'il dispose des connaissances et du savoir-faire pour la conduite en sécurité de l'engin de chantier concerné, attestés par la réussite aux épreuves théoriques et pratiques appropriées ;
- 4/ que son employeur se soit assuré qu'il a connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation ;

9.2 Champ d'application

Les équipements visés par cette recommandation R482 sont les engins de chantier à conducteur porté ou télécommandés suivants :

- matériels de terrassement et de construction de routes : bouteurs, chargeuses, chargeuses-pelleteuses, pelles hydrauliques, tombereaux, niveleuses, compacteurs, tracteurs agricoles,
- matériels de sondage ou de forage,
- chariots de manutention tout-terrain : chariots à mât vertical et chariots à flèche télescopique.

9.3 Mesures préalables avant travaux

Inspections communes :

Toutes les entreprises titulaires et sous-traitantes agréées par le maître d'ouvrage doivent réaliser une inspection commune avec le Coordonnateur SPS, **AVANT** réalisation du PPSPS.

La réalisation d'une inspection commune est une des conditions d'autorisation d'accès au chantier en sécurité.

L'inspection commune pourra être renouvelée si les conditions de travaux évoluent.

PPSPS :

Toutes les entreprises titulaires et sous-traitantes agréées par le maître d'ouvrage doivent réaliser un PPSPS simplifié préalablement à l'intervention sur site dès lors qu'elles sont soumises à risque particulier.

La réalisation d'un PPSPS et son harmonisation par le coordonnateur SPS sont des conditions d'autorisation d'accès au chantier en sécurité. Le PPSPS est à transmettre au coordonnateur SPS.

9.4 Mesures pendant les travaux

PPSPS :

Les PPSPS doivent être tenus à jour pendant toute la durée du chantier. Le titulaire d'un marché de travaux transmettra son PPSPS accepté par le coordonnateur SPS à ses éventuels sous-traitants au cas où il aurait recours à cette sous-traitance.

L'entrepreneur titulaire **DOIT** laisser un délai de 30 jours minimum à son sous-traitant pour réaliser ce PPSPS si celui-ci est un sous-traitant de gros-œuvre ou devant réaliser des travaux à risques particuliers tels que définis par l'arrêté du 25 février 2003. L'entrepreneur laissera un délai de 8 jours minimum dans les autres cas.

Ce délai est compris entre la date de la signature du contrat de sous-traitance et le démarrage effectif des travaux sur le chantier.

Registral-Journal de Coordination :

Les entreprises, quels que soient leurs statuts (titulaires ou sous-traitant) doivent obligatoirement viser le registre journal, dès lors que l'observation ou la remarque les concernent.

10. ANNEXE 1 : Guide à la préparation du PPSPS

ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À L'ÉTABLISSEMENT DU PPSPS

Le plan général de coordination SPS

Élaboré par le coordonnateur SPS, le PGC SPS est joint aux documents remis, lors de l'appel d'offre, par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs. Il constitue une pièce fondamentale pour l'établissement des PPSPS puisqu'il indique notamment :

- les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier ;
- les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS ;
- les mesures de coordination prises par le coordonnateur SPS et les sujétions qui en découlent, telles que :
 - les voies ou zones de déplacement ou de circulation ;
 - les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
 - la délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;
 - les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
 - les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
 - l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
 - les mesures prises en matière d'interaction sur le site ;

- les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;
- les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité suffisant ;
- les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels avec les mesures communes d'organisation prises en la matière ;
- les mesures de coopération entre les différents entrepreneurs.

Le PGC SPS est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

Le coordonnateur SPS ne peut tout arrêter dès la phase de consultation des entreprises. La version utile du PGC SPS pour l'établissement des PPSPS devrait être une adaptation de la version communiquée lors de la consultation.

La pertinence du PGC SPS contribue à l'établissement de PPSPS réalistes (cf. la fiche pratique Analyse du PGC SPS sur www.preventionbtp.fr).

La visite d'inspection commune

Avant remise du PPSPS, le coordonnateur SPS procède avec chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, à une visite détaillée du site, dite visite d'inspection commune, au cours de laquelle sont précisées les consignes à observer ou à transmettre en fonction des travaux que cette entreprise s'approprie à exécuter, ainsi que les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Une visite complémentaire peut être nécessaire avant l'intervention de façon à intégrer l'évolution du chantier durant le temps de préparation.

Les PPSPS des autres entreprises intervenantes

Le coordonnateur SPS est tenu de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les PPSPS établis par les autres entrepreneurs. Ces PPSPS constituent une aide précieuse pour l'analyse des risques générés par l'activité des autres intervenants.

CONTENU ET ÉLABORATION DU PPSPS

Le PPSPS comprend plusieurs grandes parties :

- les renseignements généraux sur l'entreprise, les acteurs du chantier et la nature des travaux à réaliser ;
- l'organisation des secours ;
- les installations de chantier, notamment en matière d'hygiène et de conditions de travail ;
- les modes opératoires et mesures de prévention des risques professionnels.

Informations générales

En début de document, figurent toutes les données personnalisant l'opération ; ces renseignements complètent ceux fournis dans le PGC SPS :

- l'entreprise : nom et adresse ;
- les travaux à réaliser : désignation du chantier, nature du (ou des) lot(s) confiés à l'entreprise et description sommaire ;
- le nom et la qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux, (ainsi que les coordonnées du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, du coordonnateur SPS) ;
- l'évolution prévisible de l'effectif avec les dates d'intervention ;
- le nom et les coordonnées des entreprises sous-traitantes connues.

Secours

Cette partie intègre les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accident et aux malades. Sont indiqués :

- le nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours ;
- le matériel médical existant sur le chantier ;
- les mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, l'évacuation dans un établissement hospitalier de toute victime qui le nécessite.

Mesures d'hygiène

Cette partie présente les installations d'hygiène mises à disposition du personnel conformément aux indications du PGC SPS (points prévus dans le PGC SPS établi par le coordonnateur SPS).

Pour chacune des installations, le PPSPS précise leur emplacement sur le chantier et la date prévue de leur mise en service.

Mesures de prévention par tâche - mode opératoire

Le PPSPS est un document de travail opérationnel ; il prévoit en amont l'organisation du travail afin d'éviter les risques ou les prévenir et doit être directement exploitable par les opérateurs sur le chantier. Pour cela, les unités de travail sont découpées en tâches élémentaires que les équipes auront à effectuer. On distingue deux types de tâches :

- les tâches « types » ou « standard » reproductibles ;
- les tâches spécifiques de l'intervention sur le chantier.

Il prend en compte les mesures de coordination générale décidées par le coordonnateur SPS dans le PGC SPS (lui-même évolutif) et les neuf principes généraux de prévention. Il mentionne, en les distinguant, les mesures prises pour prévenir les différents risques :

- les risques générés par l'activité des autres entreprises, le chantier ou son environnement (en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation dangereuses) ;
- les risques générés par l'activité de l'entreprise sur les autres intervenants ;
- les risques générés par l'activité de l'entreprise sur ses propres salariés.

Pour cela, l'entreprise s'attachera à rechercher les informations qui vont lui permettre :

- d'identifier les autres entreprises ;
- de connaître leurs activités et les risques afférents ;
- de les situer dans l'espace et le temps.

Lorsque l'absence de risque pour l'un des points cités ci-dessus découle du PGCSPS et de l'analyse des risques menée par l'entreprise, l'entrepreneur le mentionne expressément dans le PPSPS. De même, si une mesure de prévention prévue n'a pu être appliquée, l'entrepreneur indique sur le PPSPS les moyens mis en œuvre pour obtenir une efficacité au moins équivalente. Cette substitution est portée à la connaissance du coordonnateur SPS et des destinataires du PPSPS.

CONTENU ET ÉLABORATION DU PPSPS

Le PPSPS présente une analyse détaillée des procédés ou modes opératoires retenus et définit les risques prévisibles liés :

- aux modes opératoires ;
- aux matériels, dispositifs et installations ;
- à l'utilisation de substances ou préparations ;
- aux déplacements du personnel ;
- à l'organisation du chantier.

Il indique les mesures de protection collective ou individuelle adoptées pour pallier ces risques.

Le PPSPS présente les conditions du contrôle de l'application des mesures. Il s'agit de préciser quelle personne est chargée de ces contrôles, la fréquence de ses interventions sur le terrain, les points concrets à vérifier, la procédure à mettre en œuvre lorsqu'un écart est constaté entre ce qui est prescrit dans le PPSPS et la réalité du chantier.

Il prévoit l'entretien des moyens matériels.

Il précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective.

Évolution et adaptation du PPSPS au cours de l'opération

Le PPSPS est un document évolutif qui s'adapte aux conditions spécifiques de l'intervention sur chantier ; il est donc mis à jour régulièrement pour tenir compte des changements survenus. C'est un outil de pilotage en temps réel du chantier.

La première version du PGC SPS n'apporte pas d'informations très précises sur les entreprises qui interviennent simultanément sur le même site. En effet, le coordonnateur SPS, en phase conception, rédige le PGC SPS de telle façon qu'il soit joint aux pièces de consultation des entreprises qui ne sont pas encore connues.

La version utilisée dans la phase réalisation est quant à elle une version adaptée du PGC SPS qui doit préciser certains points, par exemple les mesures de prévention des risques générés par l'activité de l'entreprise sur les autres intervenants.

Les différentes versions centralisées par le coordonnateur SPS peuvent être transmises à chaque entrepreneur. C'est grâce à une meilleure connaissance de l'activité et des risques afférents de chacune des entreprises que la première version des PPSPS peut être rédigée.

Les procédures standard

Certaines entreprises engagées dans une démarche qualité, certifiées ou en cours de certification, peuvent avoir défini des procédures qu'il est possible de citer dans le PPSPS si elles sont directement exploitables, tels des modes opératoires établis pour le montage d'échafaudage ou la rotation de banches, par exemple.

La fiche de tâche

La fiche de tâche concerne un travail bien défini, tel qu'il peut être confié à une équipe fonctionnelle. Ainsi, les tâches reproductibles de chantier en chantier d'une part et les tâches reproductibles sur le chantier d'autre part font l'objet d'une fiche de tâche qui rappelle simplement la référence de la procédure d'entreprise. Les fiches de tâche figurent dans le PPSPS une fois pour toutes et font l'objet d'un rappel de référence dans la partie « Méthode » de la fiche de tâche usuelle (cf modèle en annexe).

Ces procédures préétablies ne dispensent pas de la réflexion sur les contraintes dues au lieu précis où va se dérouler la tâche, ainsi que sur l'interférence des activités au jour le jour.

Les fiches de tâche peuvent être enrichies au cours de réunions participatives avec les opérateurs à qui elles sont présentées et qui sont discutées sur le chantier, pendant le temps de travail (cf le modèle de fiche de préparation de tâche pour petits chantiers en annexe).

11. ANNEXE 2 : Fiche d'appel en cas d'accident



Se conformer à la procédure ci-après :

ALERTER

C'est permettre l'arrivée rapide de secours adaptés. L'alerte est un acte capital. Il faut donc qu'elle soit donnée de façon correcte.



Aller au téléphone le plus proche

COMPOSER LE 18 ou le 112



LIEU DE L'ACCIDENT

Chantier :

Accès :

N° de l'ouvrage : «

Point de rencontre ou sont attendus les secours (PRS): sur le chantier ou aux installations de chantier si celle-ci sont à proximité du lieu de l'accident.



DIRE :

LE NOMBRE DES BLESSE

NATURE DE L'ACCIDENT

Électrocution

Chute de hauteur

Ensevelissement

Incarcération

ÉTAT DU BLESSE

Parle-t-il ?

Respire-t-il ?

Saigne-t-il ?

Peut-il bouger ?



LES SECOURS DOIVENT RACCROCHER LES PREMIERS



PRÉVENIR VOTRE ENTREPRISE



N° de téléphone

PRÉVENIR LE COORDONNATEUR SPS

06 23 35 00 22

12. ANNEXE 3 – Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (DHOL)

Le présent document est établi dans le but de maîtriser les risques auxquels tout salarié peut être exposé lors des opérations de livraison ou de reprise de matériaux de constructions sur les chantiers. Ce document est transmis par l'entreprise de transport ou le fournisseur à la personne qui sera amené à venir sur l'opération décrite ci-dessous.

Intitulé de l'Opération			
Coordonnateur SPS (CSPS)			
Mise à jour	Date de modification:	Éléments modifiés :	
Adresse Chantier		Coordonnées GPS	
Moyens Mutualisés de levage et manutention : (Cf. PGC SPS) & Renseignements du présent DHOL			
Autres renseignements utiles :			
ENTREPRISE D'ACCUEIL (E.A)		ENTREPRISE DE TRANSPORT / FOURNISSEUR (E.T)	
Raison sociale :		Raison sociale :	
Adresse :		Adresse :	
Nom et Tel. du réceptionnaire :		Nom et Tel. du contact :	
Dates et horaires de livraisons prévues :			
Présence d'un Chef de manœuvre : Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		(Nom du contact + Tel)	
Matières transportées :			
Appareil de levage utilisé pour l'opération			
Gabarit et charge maxi :  			
Quai de déchargement disponible :		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Autre <input type="checkbox"/>
Moyens mutualisés de levage et manutention disponibles sur le chantier :		Type :	Charge et volume maxi :
L'entreprise d'accueil vérifiera l'adéquation des équipements par rapport aux charges à soulever, ainsi que l'autorisation de conduite des intervenants extérieurs.			
Autres renseignements utiles :			
ENTREPRISE D'ACCUEIL (E.A)		ENTREPRISE DE TRANSPORT / FOURNISSEUR (E.T)	
Nom :		Nom :	
Fonction :		Fonction :	
Date et Signature :		Date et Signature :	
En annexe du DHOL, joindre le Plan d'Installation de Chantier (PIC) avec :			
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Accès ✓ Voies de circulation ✓ Installations sanitaires Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie) ✓ Zones de stockage 		<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dimensions des aires de stockage ✓ Charges admissibles ✓ Nature du terrain Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit) ✓ Etc... 	

13. ANNEXE 4 – Cadre type UFL de l'examen d'adéquation (levage grue mobile)



EXAMEN D'ADEQUATION

Page 1/2

(Arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils & accessoires de levage)

Ce document doit être complété exclusivement par le CHEF DE MANŒUVRE *

M./Mme, chef de manœuvre désigné de l'entreprise

dans le cadre de l'opération de levage réalisée avec la grue mobile de l'entreprise

Lieu d'intervention

Conditions d'intervention : LOCATION ou PRESTATION COMPLETE DE LEVAGE (rayer la mention inutile)

Vérifications préalables

OUI NON OBSERVATIONS

- L'opérateur est formé et en possession de son autorisation de conduite en sécurité ☐ ☐
- L'engin de levage est à jour de visite périodique (rapport disponible et réserves éventuelles levées) ☐ ☐
- L'engin est adapté à l'environnement de travail ☐ ☐
- Les appareils de levage sont conformes et à jour de visite périodique ☐ ☐
- Les appareils de levage sont en bon état de conservation ☐ ☐
- Les documents de prévention (PDP, PPSPS, permis de travail) sont disponibles et présentés aux intervenants ☐ ☐

Examen d'adéquation

POIDS & PORTEE

Le poids total à lever (colis + moufle + élingage) est déterminé tonnes

Il est compatible avec les abagues de la grue à la portée déterminée (contrôle des abagues) ☐ ☐

ENVIRONNEMENT

Prise en compte d'ouvrage(s) enterré(s) (caniveaux, fosse, etc.) dans la zone de calage ☐ ☐

La résistance du sol est suffisante (voir au dos évaluation de la pression) ☐ ☐

Prise en compte des obstacle(s) aérien(s) (lignes électriques, autre grue, etc.) ☐ ☐

Zone de levage balisée et évacuée ☐ ☐

METEO

Existence d'un système d'alerte météo sur le chantier ☐ ☐

Prise en compte de la météo dans les opérations de levage ☐ ☐

ELINGAGE

L'élingage est satisfaisant (mode d'élingage, CMU des appareils, respect des angles & protection des appareils) ☐ ☐

Un chef de manœuvre est identifié par le grutier, et pourra communiquer par gestes conventionnels ou radio avec le grutier ☐ ☐

Synthèse d'examen d'adéquation

Les visas portés ci-dessous attestent du contrôle et de l'approbation des informations contenues dans le présent document par les signataires.

Le chef de manœuvre convient qu'il y a adéquation entre le matériel utilisé, les risques encourus et les travaux à réaliser.

Le chef de manœuvre s'engage à contrôler le maintien de cette adéquation pendant toute la durée de l'opération en vérifiant que les conditions d'exécution prévues sont respectées.

**COUPURE DU C.E.C.
STRICTEMENT
INTERDITE
PENDANT LES
MANŒUVRES DE
LEVAGE**

	Date	Société	Nom	Prénom	Visa
Rédigé par le chef de manœuvre					
Diffusé au grutier					

* Le chef de manœuvre est mis à disposition par :
le locataire dans le cas d'un contrat de location ou par le prestataire qui effectue le levage dans le cas d'un contrat de levage.

EVALUATION DE LA PRESSION MAXIMALE AU PATIN

Poids de la grue = Tonnes
 Poids de la fléchette = Tonnes
 Poids des contrepoids = Tonnes

POIDS TOTAL DE LA GRUE Tonnes x 2/3 = Tonnes

Poids de la charge = Tonnes
 Poids du moufle = Tonnes
 Poids des accessoires de levage = Tonnes

TOTAL Tonnes x 1/2 = Tonnes ①

Dimensions appui cm x cm = cm² ②
 (patin ou plaque de répartition)

PRESSIION AU SOL MAXI PAR PATIN $\frac{\text{Poids maxi au patin } ①}{\text{Surface de répartition } ②}$ = Kg/cm²

Observations :

14. ANNEXE 5 – Geste de commandement lors des opérations de levage.

